



**HAL**  
open science

## Le tourisme responsable en Amérique Latine

David Dumoulin Kervran, Sébastien Velut

► **To cite this version:**

David Dumoulin Kervran, Sébastien Velut. Le tourisme responsable en Amérique Latine. Géraldine Froger. Tourisme durable dans les Suds, Peter Lang, pp.223-238, 2010, EcoPolis. halshs-00556517

**HAL Id: halshs-00556517**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00556517>**

Submitted on 17 Jan 2011

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **Le tourisme responsable en Amérique Latine**

DAVID DUMOULIN KERVRAN

*Maître de conférences Université de Paris 3 Sorbonne nouvelle.  
Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine. CREDA UMR 7227*

SEBASTIEN VELUT

*Professeur Université de Paris 3 Sorbonne nouvelle. Institut des  
Hautes Etudes d'Amérique Latine. CREDA UMR 7227*

Le tourisme s'affirme comme un thème de réflexion en Amérique latine, ce dont témoignent des publications récentes, répondant, d'une part, à la croissance de l'activité touristique dans le continent et, d'autre part, au renforcement de préoccupations issues de réflexion sur les liens entre mondialisation et durabilité<sup>1</sup>. Les destinations latino américaines, anciennes et nouvelles, s'insèrent dans les flux touristiques internationaux, les tourisms nationaux sont en plein essor et, simultanément, se posent des questions sur les conséquences de cette

---

<sup>1</sup> Voir en particulier le dossier « Les territoires du voyage », revue RITA N°3, avril 2010, (<http://www.revue-rita.com/>) et Maïte Bouloussa, Magali Demanget et David Dumoulin Kervran, (dirs.) dossier « Tourisme Patrimonial », Cahiers des Amériques Latines, N°63, (2010, sous presse)

mise en tourisme pour les populations et les territoires. La question posée n'est plus seulement celle des « colonies de vacances » décrites par G. Cazes (1989), mais des interactions diversifiées entre des flux touristiques parfois modestes et des environnements sociaux et naturels fragiles, sur lesquels se penchent les acteurs nationaux et internationaux et qui conduisent à mettre en avant de nouvelles régulations du tourisme.

Cette croissance suscite des réflexions sur les évolutions souhaitables qui conduit à qualifier le tourisme de durable, responsable, écologique, alternatif, solidaire, culturel, etc. Nous préférons retenir pour cette introduction le terme de tourisme responsable, pour insister sur le fait que le tourisme est une mise en relation dont l'appréciation ne se limite à un relevé d'impacts. La « responsabilité » touristique concerne autant les touristes eux-mêmes, que les entreprises et les populations qui les reçoivent. Elle n'exclut pas, bien au contraire, le tourisme de masse et peut prendre de multiples formes.

Les articles de cette partie rendent compte de deux expériences qui s'inscrivent dans cette évolution: celle du tourisme culturel et communautaire dans la Quebrada de Humahuaca en Argentine et celle du tourisme communautaire au Costa Rica. Dans les deux cas, l'expérience touristique passe par une relation privilégiée avec les populations locales. Pour mettre en valeur les apports de ces deux contributions, il nous paraît nécessaire de présenter dans un premier temps les formes du tourisme en Amérique Latine avant d'analyser les deux cas spécifiques, qui nous amènent à replacer dans un contexte élargi l'activité touristique en Amérique latine.

## **I- Les formes du tourisme en Amérique Latine**

L'Amérique latine est diverse comme les tourisms qui s'y pratiquent, même si le tourisme de masse tend à véhiculer sur le continent quelques clichés sans nuances. Comme les autres activités économiques, le tourisme en Amérique latine connaît deux évolutions importantes depuis le début du siècle : d'une part la croissance des arrivées internationales, dans une logique de mondialisation et d'extension des circuits économiques allant chercher plus loin des clients pour leur faire découvrir des destinations plus variées, ce qui amène les touristes vers des lieux qu'ils ignoraient jusqu'alors. D'autre

part, les modalités du tourisme font l'objet de réflexions et de débats concernant son caractère durable, particulièrement dans les nouvelles destinations où l'irruption touristique provoque des tensions sociales, économiques et environnementales.

### ***A. Destinations et frontières touristiques.***

L'Amérique latine n'est qu'une destination mondiale modeste. Elle n'a reçu en 2009 que 57 millions de touristes internationaux, soit 6 % des arrivées mondiales. Sur ce total, seul le Mexique figure dans le palmarès des vingt premières destinations mondiales, avec 22 millions d'entrées en 2008, soit un rang comparable à celui des Pays Bas, et bien loin derrière les grandes destinations d'Europe et d'Amérique du Nord<sup>2</sup>. D'autre part, les pays des Caraïbes proposant avant tout un tourisme de masse (Cuba, République Dominicaine) devançant le Costa Rica dont les textes qui suivent montrent les efforts pour s'insérer sur des formes plus qualitatives de tourisme. De même, en Amérique du Sud, le Brésil reçoit 5 millions de visiteurs, suivis de l'Argentine (4,7 millions), le Chili (2,6 millions) et le Pérou (2 millions), ce qui est assez peu comparé aux populations nationales, surtout pour le géant brésilien qui avoisine les 200 millions d'habitants.

C'est dire que, hormis le Mexique et les Caraïbes, destinations de proximité pour les Nord-américains, le tourisme en Amérique latine est un phénomène secondaire, qui ne s'exprime fortement que dans quelques destinations emblématiques : Rio de Janeiro, Salvador de Bahia, les chutes d'Iguazu et à une moindre échelle, Cuzco, San Pedro de Atacama, les îles Galápagos. Enfin des destinations exceptionnelles restent peu fréquentées, du fait de l'éloignement et des difficultés d'accès, comme par exemple l'île de Pâques, l'Amazonie ou les hauts sommets des Andes. Le tourisme y joue pourtant un rôle important du fait de la petite taille des territoires et des populations et la question du contrôle de l'activité et de ses conséquences s'y pose avec acuité.

Cependant, le tourisme une activité en expansion, avec la forte croissance de quelques destinations qui, de marginales voire inexistantes, apparaissent sur les cartes, les guides et les propositions des *tours operators*. Depuis le début de la décennie c'est le cas en Argentine de destinations telles Ushuaia, ou la Quebrada de Humahuaca

---

<sup>2</sup> Données de l'organisation mondiale du tourisme : <http://www.unwto.org/facts/eng/inbound.htm> [consulté le 3 juin 2010]

étudiée ici par Emilie Wolff, au Chili du parc national Torres del Paine ou plus modestement au Mexique de la forêt lacandonne<sup>3</sup>, de Kuna Yala au Panama<sup>4</sup> ou de la cité perdue de la Sierra de Santa Marta en Colombie<sup>5</sup>, de certaines destinations en Amérique centrale. Le tourisme est à la conquête de nouveaux territoires, d'offres inédites, pour des clientèles finement différenciées : expéditions vers l'Antarctique ou en Amazonie, croisières autour du Cap Horn ou sur les côtes du Brésil, visite des favelas à Rio de Janeiro ou des bidonvilles de Buenos Aires.

L'Amérique latine bénéficie non seulement de sites naturels et culturels qui retiennent l'attention, mais il s'agit aussi d'un continent où il est relativement facile de se déplacer dans des conditions raisonnables de sécurité. Les conflits armés sont très circonscrits, les frontières en général faciles à franchir et les langues principales de plus en plus pratiquées tant par les Européens que par les ressortissants des États-Unis où l'espagnol a acquis le statut de langue officielle dans de nombreux États. Il existe ainsi toute une gradation de formes de tourisme et de destinations, que l'on peut différencier suivant l'importance des flux, la part du tourisme international, les principales motivations du voyage et l'organisation de l'offre. Celle-ci, dans un continent où le libéralisme économique domine, résulte avant tout d'initiatives privées, d'investissements d'origine locale, nationale ou internationale, parfois structurés par des grands projets stratégiques, mais aussi, spontanés. La planification et les régulations ne viennent qu'ensuite, ou au mieux en accompagnement.

La question de la durabilité du tourisme doit être posée par rapport à ces différentes situations et aux évolutions propres à chacune d'entre elles. Outre le problème éventuel de la dégradation des destinations par la surfréquentation, ou de tensions sociales locales, se pose aussi la question des réorientations des préférences de la clientèle qui peut rapidement délaisser une destination.

Or, si le « tourisme durable » est bien devenu un objet de discours, particulièrement au sein de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT)

---

<sup>3</sup> Julie Liard, *Les guides mayas de Bonampak : se montrer Lacandon – devenir patrimoine*, collection « Chrysalides », Paris, Ed. de l'IHEAL, 2010 (sous presse),

<sup>4</sup> David Dumoulin Kervran et Christian Gros, « Conflictos de inversiones en territorios indígenas: el turismo en la Comarca Kuna Yala de Panamá », dans Christian Gros et Jean Foyer, *Indigenous Peoples and Public and Private Economic Governance in Latin America*, Quito, BID-IWGIA-Abya Yala, 2010

<sup>5</sup> Marie Laure Guillard, *Teynua-Ciudad perdida (Sierra de Santa Marta, Colombie) : conflit de valeur pour quel projet commun ?* Mémoire de Master de sociologie, Paris, IHEAL, 2009

il existe de nombreuses déclinaisons sémantiques (tourisme alternatif, tourisme responsable, solidaire etc.) et des confusions, comme par exemple entre tourisme durable et tourisme de nature, ou tourisme culturel – par opposition à l’anti modèle du tourisme de masse (Froger, cet ouvrage). Or, le tourisme de nature tel qu’il se pratique dans les parcs nationaux perturbe les activités principales de protection de la biodiversité de même que le tourisme culturel, à quelque échelle qu’il se pratique, modifie inévitablement les groupes porteurs de la culture devenue produit touristique. Les formes diffuses de tourisme, même lorsqu’elles ne concernent que des effectifs limités, s’insèrent bien plus directement dans les sociétés locales et les transforment que ne le font les enclaves de type *resort*<sup>6</sup> qui minimisent en fin de compte les échanges avec les populations locales et permettent de bien identifier et donc de traiter les principales perturbations des milieux (transformations des usages du sol, déchets solides, eaux usées).

C’est dire que la problématique de la durabilité s’inscrit dans les changements des attentes des touristes, des professionnels, des responsables politiques et des sociétés d’accueil qui ouvrent de nouveaux espaces de conflits et de débats non pas pour créer de toute pièces un tourisme durable, mais bien plutôt pour adapter ou corriger les formes existantes du tourisme.

## ***B. Les modèles touristiques***

Si l’écotourisme a été choisi comme bannière du développement touristique au Costa Rica les luttes font rage pour imposer la légitimité de nouveaux labels du tourisme alternatif. Dans cette profusion complexe d’initiatives qui apparaissent tout au long du continent depuis une vingtaine d’année, les enjeux autour de la certification sont devenus essentiels, afin de bâtir une réelle légitimité aux nouvelles initiatives qui pâtissent de cette confusion. La construction de protocoles de certification sérieux avec un cahier des charges, est donc clé pour éviter que les labels soient totalement déconnectés des pratiques touristiques réelles, mais aussi pour que les grandes différences entre les modalités émergentes de tourisme soient reconnues. La dichotomie tourisme de masse / tourisme alternatif ne peut plus rendre compte de cette diversité des projets (Froger et al., cet ouvrage).

---

<sup>6</sup> On désigne en Amérique Latine de ce terme anglais les unités touristiques autonomes et fermées, qu’il s’agisse d’hôtels ou de villages de vacances.

Au Costa Rica, on parle plutôt de « tourisme vert » car beaucoup d'expériences n'ont pas grand chose à voir avec la définition de l'écotourisme. Le Tourisme Rural Communautaire se présente dans ce pays justement comme une alternative pour un véritable tourisme durable car il comprendrait non seulement des volets économique et environnemental mais aussi une dimension sociale. Au Brésil, l'écotourisme est bien sûr en vogue dans les parcs nationaux et les « tours » en Amazonie, mais les professionnels ont surtout développé ces dernières années le label « tourisme d'aventure » visant une clientèle plutôt jeune et intéressée plus par la vie au grand air et l'expérimentation sportive que par la connaissance de la biodiversité. Dans ce même pays, un nouveau type de tourisme semble se profiler, malgré toutes les polémiques qui entourent déjà ce projet : l'ouverture au tourisme des terres indigènes qui se sont beaucoup consolidées depuis vingt ans.

D'ailleurs, le « tourisme ethnique » est également un label que nombre de professionnels poussent en avant, au Brésil bien sûr, mais aussi par exemple en Colombie dans la sierra de Santa Marta, ou en Amérique centrale, lorsqu'il s'agit de vanter de nouveaux circuits touristiques, auprès des Kunas au Panama, des Mayas quichés au Guatemala, voire auprès des minorités noires Garifunas au Belize<sup>7</sup>. Même si cela peut sembler paradoxal, le « tourisme communautaire » est alors presque opposé à ce tourisme ethnique puisqu'il s'agit de non pas de diversifier l'offre de destinations en rajoutant la consommation visuelle de quelques signes indigènes, mais de construire une capacité des communautés locales à gérer elles-mêmes et donc à organiser elles-mêmes l'accueil des touristes. Les deux modalités, toutes deux qualifiées de tourisme alternatif peuvent bien sûr se recouper en partie, mais un regard plus précis montre que les acteurs qui travaillent dans les projets sont rarement les mêmes. Les textes présentés ici ont justement l'intérêt de distinguer tourisme rural communautaire développé dans les cas décrits du tourisme ethnique. On pourrait rajouter que la consommation de paysages, par exemple dans le cas de grands cirques de montagne, n'entraîne pas la même organisation que les visites en forêt centrées sur la vue d'espèces de faune et de flore. De même, les promenades dans un parc national s'organisent très différemment des activités de sensibilisation à la vie paysanne qui caractérisent ce qu'on appelle le tourisme rural qui ne se développe que lentement en Amérique latine.

---

<sup>7</sup> Voir le mémoire de DEA d'Olivier Cuisset consultable sur le site de AFRODESC: <http://www.ird.fr/afrodesc/IMG/pdf/Cuaderno7-Cuisset-2.pdf>

Si cette profusion des labels illustre bien la diversité des acteurs, des contextes et des regards posés sur la nature et les populations en Amérique latine, d'autres spécificités peuvent être soulignées. En effet, la croissance de ces initiatives est à mettre en parallèle avec les capacités remarquables du milieu des organisations non gouvernementales (ONG) et des universitaires sur le continent. Les deux cas présentés dans les articles illustrent cette tendance. Si cette remarque concerne plus le Brésil ou le Mexique que le Salvador ou la Bolivie, on peut remarquer que la construction de ces nouvelles modalités de tourisme est toujours portée par des acteurs intermédiaires nationaux dotés d'une capacité d'expertise. Ils mobilisent leurs contacts internationaux ainsi que les bailleurs de fonds multilatéraux (Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement), bilatéraux (agences espagnole, nord-américaine, etc.) ou transnationaux (Fondation Ford, WWF<sup>8</sup>, etc.). Portées à l'origine par des acteurs privés avec de bons contacts internationaux, les initiatives se développent à plus grande échelle lorsque la puissance publique est capable de réguler et de canaliser les investissements. Les cas du Mexique ou du Costa Rica illustrent une certaine avance dans la prise en compte du développement touristique par l'Etat et dans ces deux pays a été développé un programme de certification de l'écotourisme piloté comme un des éléments d'une stratégie nationale publique.

Une autre tendance émergente en Amérique latine est celle de la croissance du tourisme national. Dans des pays comme le Brésil, la Colombie, ou l'Argentine, les initiatives de tourisme alternatif sont fortement portées par une demande interne croissante pour la découverte de son propre pays et de nouvelles formes de loisirs. Par exemple le tourisme rural commence à se développer autant en direction des étrangers que des classes moyennes et hautes des métropoles. Enfin, il est reconnu que le tourisme intracontinental se développe depuis une quinzaine d'année (par exemple le tourisme des Argentins, Brésiliens, Chiliens ou des Mexicains) alors qu'il était resté longtemps négligeable.

## **II- Deux évolutions touristiques**

Les deux cas latino américains présentés dans cet ouvrage illustrent bien les tendances générales du tourisme culturel à petite échelle mais ne sont bien-sûr pas représentatifs du tourisme sur le continent où les flux touristiques restent marqués par quelques destinations de tourisme

---

<sup>8</sup> World Wide Fund for Nature, appelé avant 1986 World Wildlife Fund



de masse (Caraïbes, Mexique). Surtout, les deux cas sont issus de pays relativement riches et démocratiques, le Costa Rica et l'Argentine, où le cadre institutionnel, malgré ses faiblesses, dispose d'une certaine capacité de régulation des pratiques.

Revenons rapidement sur les deux cas présentés avant de mettre en perspectives l'apport des études présentées dans cet ouvrage.

### ***A. L'Argentine : La Quebrada de Humahuaca***

L'analyse du tourisme dans la Quebrada de Humahuaca par Emilie Wolff montre comment les collectivités locales, principalement les provinces de Salta et de Jujuy et les municipalités s'efforcent de planifier et d'orienter une activité dont le développement semble incontrôlable et débouche sur des situations conflictuelles. La Quebrada de Humahuaca, est pourtant depuis longtemps une destination touristique connue en Argentine, mais qui est restée cantonnée à un tourisme de proximité, avec la présence de résidences secondaires appartenant aux habitants de Jujuy et de Salta, ou encore un nombre modeste de touristes nationaux venant découvrir les Andes tropicales au terme de la longue ligne de chemin de fer menant de Buenos Aires à la Quiaca (Salin, 2009).

Les difficultés sont apparues avec la conjonction de la poussée touristique internationale soutenue par la labellisation au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2003 et la dévaluation de la monnaie argentine en 2002, qui a considérablement baissé les coûts de cette destination. Il s'agit donc d'une évolution récente et rapide qui précipite les décisions. De son côté, l'Etat argentin prend position pour orienter le développement touristique ce qui est aussi à souligner : il existe des documents de politique nationale, pour une activité parfois négligée, et qui avancent dans le sens de la coordination d'un certain nombre d'acteurs publics, notamment les organismes sectoriels et l'administration des parcs nationaux, perçus comme des pôles majeurs d'attractivité touristique.

Sur le terrain de la Quebrada de Humahuaca, les sociétés connaissent de rapides changements, avec l'arrivée d'investisseurs parfois puissants qui bouleversent le marché des terres, exercent des pressions sur les ressources en eau, organisent une activité dont les « locaux » se sentent dépossédés, ce qui crée des situations de conflits. Des localités comme Pumamarca commencent à ressembler à San Pedro de Atacama, qui faisait figure d'anti modèle il y a quelques années du fait de la subordination de toutes les activités à un tourisme conquérant. De ce

fait, les principes d'organisation du territoire changent : le gouvernement de la province de Jujuy se montre plus interventionniste, les universités proposent des formations, les maires des villages se regroupent, ébauchant une intercommunalité pour mieux gérer l'activité. Les groupes se structurent aussi pour offrir des activités complémentaires : découverte de la vie rurale, des cultures locales, etc.

Comme le montre Emilie Wolff, la gestion publique peine à orienter efficacement l'activité touristique vers le développement durable. Dans un premier temps, les efforts ont porté sur la structuration de l'offre elle-même (classement des hôtels, certification des guides)<sup>9</sup> et ce n'est qu'ensuite qu'est venue la question « impacts » comme une *demande politique* des maires et des responsables communautaires et une *demande de politique*, autrement dit de normes communes à établir par le gouvernement provincial, d'instances de régulation et de dialogue. Or, dans ce domaine, on reste très souvent dans le registre des discours de principe et de la planification indicative, à des phases de concertation propices à l'expression des inquiétudes et des attentes, mais peu à la décision effective. Si l'on peut souligner le succès relatif de certaines initiatives, comme la mise en valeur des produits locaux, sur bien des points (usage économe de l'eau, réduction des consommations énergétiques, traitement des déchets, diffusion et internalisation des bénéfices, activités artisanales<sup>10</sup>), il ne paraît pas y avoir d'avancées significatives.

Doit-on en conclure pour autant comme le fait Emilie Wolff qu'un excès de liberté des provinces fédérées est contraire à la concurrence et au développement homogène et équilibré des territoires ? Outre le fait que le fédéralisme fait partie des traditions politiques nationales (Velut, 2002), il n'est pas certain qu'un organisme national centralisé se montrerait plus efficace pour atteindre ces deux objectifs contradictoires car si la concurrence bénéficie en principe aux consommateurs et à la qualité des services, le jeu libre du marché tend plus à la concentration qu'à la diffusion des activités et des revenus qui en découlent. Il est en revanche certain que se pose la question du passage de la concertation à l'action, et par conséquent la mise en place d'instruments plus contraignants pour l'ensemble des acteurs.

---

<sup>9</sup> Ce fut l'objet des premières études commandées par la province de Jujuy à des cabinets spécialisés.

<sup>10</sup> La plupart de l'artisanat vendu sur les marchés de plein air est importé de Bolivie, voire d'Equateur, souvent en contrebande.

## **B. Costa Rica : Quepos-Manuel Antonio**

Le tourisme au Costa Rica a connu une explosion depuis 25 ans (300% entre 1985 et 1995) pour atteindre aujourd'hui un flux de 1 millions et demi de touristes par an. Ce qui représente, pour le pays, plus d'un tiers de la population totale du pays. Second trait exceptionnel, cette croissance s'est faite avec un fort soutien de l'Etat et sous la bannière de l'écotourisme, même si Marie Bonnin souligne l'usage souvent purement incantatoire qui en est fait dans le pays. L'image de marque du Costa Rica au sein du marché international du tourisme - enclave démocratique et sans armée, où vit une population éduquée et prospère au sein d'un environnement naturel exceptionnellement divers et préservé - constitue certainement une autre avantage comparatif de ce pays. Il faut souligner combien cette image a été construite sur le temps long et par une multitude d'acteurs encouragés par les gouvernements successifs, et qui ont capitalisé sur le long terme même si elle ne correspond plus avec la réalité du pays<sup>11</sup>. Le tourisme que l'on peut qualifier de « vert » constitue donc bien une priorité politique et économique costaricienne alors que le tourisme « responsable » reste discret. Afin de dépasser le flou de ce tourisme vert, le ministère du Tourisme a tout de même développé depuis 1997 son propre programme de certification (Certification pour un Tourisme Soutenable, CST) pris pour modèle dans toute la région Amérique centrale. Par ailleurs, se développe une autre modalité de tourisme donnant plus de consistance à l'idée d'un tourisme responsable à travers des projets de tourisme rural communautaire, qui reposent sur des organisations communautaires, le plus souvent des coopératives qui avaient été créées antérieurement pour des activités agricoles. Bien plus tardive et moins institutionnalisée, cette forme de tourisme est néanmoins fortement soutenue par les acteurs de la coopération internationale et ONG et s'est structurée dans des réseaux au niveau national.

L'article de Marie Bonnin tente justement de comparer en termes génériques l'écotourisme et le tourisme rural communautaire. La comparaison s'appuie également sur un cas, présenté comme représentatif du développement touristique au niveau national, celui d'une zone située proche du Parc Manuel Antonio (1972) et qui est devenue une des principales destinations du tourisme au Costa Rica.

---

<sup>11</sup> Voir Nathalie Raymond, (2007), Costa Rica : du petit pays « démocratique sain et pacifique », au leader de l'écotourisme et de la protection de l'environnement, *Etudes caribéennes*, n° 6.

Marie Bonnin met bien en valeur le contexte institutionnel dense du développement touristique dans cette région, en rendant compte des enjeux juridiques, des jeux d'acteurs locaux marqués par l'Etat et le rôle de la municipalité, de la vitalité des organisations locales. L'enjeu souligné est bien celui de la gouvernance et de la planification locale. En ce qui concerne la modalité émergente du tourisme rural communautaire la faiblesse du soutien étatique est flagrante (infrastructure, formation, incitations fiscales, accès au crédit, etc.). De même l'auteur souligne combien le système de certification reste peu adapté au tourisme rural communautaire et aux petites structures en général.

Autre spécificité, l'offre touristique y est en grande partie gérée par et pour des non-nationaux des pays du Nord, ce qui entraîne une forte inégalité des emplois à l'intérieur même du secteur touristique, une fuite importante de la rente touristique, une pression sur la terre et accompagnée d'une inflation des prix, ainsi qu'une forte dépendance aux fluctuations de l'économie internationale. Cette tendance est nettement moins forte pour le tourisme rural communautaire même si la clientèle reste très internationale et que cette modalité se développe avec un très fort soutien des bailleurs de fonds internationaux.

L'impact économique du tourisme dans cette zone de Quepos-Manuel Antonio, est majeur puisque le secteur y absorbe 30% des emplois (incluant beaucoup de femmes), aux côtés de l'agriculture, la pêche et les emplois dans l'administration publique. Le tourisme rural communautaire a des effets économiques nettement plus larges et différenciés que l'écotourisme. De même, les impacts culturels sont nettement positifs dans le cas du tourisme rural communautaire qui permet une réappropriation collective de la dignité et l'action, et plutôt négatifs dans le cas de l'écotourisme. Les effets directs et indirects environnementaux sont perçus comme positifs pour le tourisme rural communautaire et plutôt négatifs dans le cas de l'écotourisme, malgré le soutien induit aux aires protégées. La comparaison des impacts de ces deux formes de tourisme au Costa Rica est donc plutôt tranchée : d'un côté ce qui ressemblerait à un « éco-tourisme de masse » finalement pas si vertueux ni responsable, de l'autre, un tourisme rural communautaire, peu soutenu mais tout de même en forte croissance (15% , ICT, 2005<sup>12</sup>) et qui permettrait un développement maximisant les impacts positifs.

---

<sup>12</sup> PNUD/ ICT. PRODOC. Estrategia para el desarrollo del Turismo Rural Comunitario en Costa Rica. Documento proyecto elaborado por PNUD/ ICT, con la participación de la Alianza para el Turismo Rural Comunitario. 2005 .Non publié.

Après avoir été longtemps négligé par l'Etat, le tourisme rural communautaire a d'ailleurs lentement gagné sa place et après 4 années de discussions et déclarations, le 28 avril 2009 a été approuvée par le parlement La Loi de développement du tourisme communautaire qui concerne environ 70 organisations communautaires au Costa Rica et qui devrait aussi devenir rapidement un modèle pour l'Amérique centrale toute entière<sup>13</sup>.

### ***C. Comparaison des cas argentin et costaricien***

A première vue, plusieurs tendances convergentes se dessinent entre nos deux cas dans cette identification des divers impacts de la mise en tourisme : même impacts positifs directs et indirects sur l'emploi, même soutien de la coopération étrangère (Agence Espagnole pour la Coopération Internationale, Programme des Nations Unies pour le Développement, Banque Interaméricaine de Développement...) qui est d'ailleurs plus important encore que ne le mentionnent les auteurs<sup>14</sup>, même problème posé par l'origine de l'artisanat vendu dans ces sites touristiques, qui bien souvent n'est pas produit sur place, et enfin même faiblesse des études d'impact environnemental du tourisme.

Si, dans les deux cas, il s'agit bien de tourisme à petite échelle, la Quebrada de Humauaca est plus marquée par l'offre culturelle et la consommation de paysages, alors que les ressources végétales et faunistiques sont de moindre importance. La place de l'attraction pour la biodiversité et de la politique environnementale sont très contrastées entre les deux cas, puisqu'elles sont omniprésentes dans le cas

---

<sup>13</sup> Ernest Cañada, *Legislar a favor del Turismo Rural Comunitario: el ejemplo de Costa Rica*, Alba Sud, Opciones en Desarrollo, Programme Turismo responsable, Artículo num. 3, 8 de junio del 2009

<http://www.albasud.org/publ/docs/22.pdf> (consulté le 10 avril 2010)

<sup>14</sup> Voir le tableau présenté dans (Mart Nel-Lo ANdreu, « Organización y características del turismo comunitario en Costa Rica », *Anales de Geografía*, 2008, vol 28, N°2, pp. 167-188) Pour consulter les projets de la BID dans ce domaine : <http://www.iadb.org/projects/project.cfm?id=CR-M1006&lang=es> (consulté le 10 avril 2010) ; Voir l'importance du Programme des Petites donations du Fond Mondial de L'Environnemental pour le soutien aux projets du Tourisme rural Communautaire au Costa Rica : [http://www.pequenasdonacionescr.org/index.php?option=com\\_content&task=view&id=15&Itemid=51](http://www.pequenasdonacionescr.org/index.php?option=com_content&task=view&id=15&Itemid=51) (consulté le 10 avril 2010)

costaricien et très discrètes dans le cas argentin. Au Costa Rica, même dans le cas du tourisme communautaire, l'articulation avec l'écotourisme reste serrée car le plus souvent les coopératives ont leurs propres réserves naturelles. Dans le cas argentin l'identité indigène est mise en avant, alors que les communautés rurales du Costa Rica sont au contraire classées comme pauvres culturellement. Malgré tout, au Costa Rica, 15% des coopératives de tourisme communautaire rural seraient gérées par des indigènes (alors qu'ils représentent 2% de la population du pays) et cette dimension pourrait donc se voir rééquilibrée par le choix d'autres études de cas. Cette difficile possibilité de mise en tourisme planifiée localement et portée par des communautés rurales suffisamment organisées est à mettre en parallèle avec la problématique plus générale de la gestion durable des ressources naturelles où l'on peut comparer la stratégie de création des aires protégées avec celle de la foresterie communautaire<sup>15</sup>.

Plusieurs thématiques d'importances émergent de la comparaison et demanderaient à être développées car elles concernent plus généralement ce type de mise en tourisme sur le continent. Le problème foncier, par exemple, est bien mentionné mais pourrait faire l'objet de recherches plus approfondies. Par exemple, dans la loi de 2009 de promotion du tourisme rural communautaire au Costa Rica, le titre de propriété reconnu et sans conflit est une condition obligatoire pour l'accès aux avantages, ce qui pose de nombreuses questions pour une multitude de communautés rurales et en particulier pour des communautés indigènes dont les titres restent disputés. De même, dans la Quebrada de Humahuaca la question des transactions foncières est très conflictuelle, avec en particulier les revendications de possession foncière des communautés indigènes telle qu'elle est reconnue spécifiquement à partir de la réforme constitutionnelle de 1994.

Le tourisme communautaire nécessite de solides programmes de formation qui semblent mieux établis en Argentine dans le cadre de la décentralisation provinciale et de la coopération internationale. Les deux

---

<sup>15</sup> David Dumoulin Kervran et Jean Foyer, « La Durabilité en conflit : réserve naturelle *versus* foresterie communautaire au Mexique » (avec J. Foyer) dans : G. Froger, V. Géronimi, Ph. Méral et P. Schembri (dir.), *Diversité des politiques de développement durable. Temporalités et durabilités en conflit à Madagascar, au Mali et au Mexique*, Paris, Khartala-GEMDEV, 2009, pp. 183-221

cas illustrent cependant qu'il s'agit d'un enjeu difficile plein de paradoxes.... Sans même parler des besoins spécifiques en gestion ou études de marché, rappelons que les leaders des organisations communautaires ont très peu de scolarisation et n'ont pas expérimenté eux même l'expérience touristique... D'autre part, la préservation de la pluriactivité, gage d'un bon tourisme rural communautaire, représente aussi un frein au professionnalisme que l'on demande de plus en plus pour l'accueil touristique.

Evoquée par Marie Bonnin la difficulté à la formalisation des entreprises touristiques communautaires et indigènes est un obstacle très courant pour ce type de projets touristiques. En effet, les législations du tourisme et les législations sur les entreprises, sont inadaptées et empêchent la formalisation des micro-entreprises, alors même que toutes les démarches sont rendues très compliquées par l'isolement et l'insuffisance des moyens de communication.

Dans beaucoup de régions marginales du continent la production d'information reste un obstacle pour l'action des acteurs locaux qui ont du mal à produire les études nécessaires à la construction d'outils d'aide à la décision et à la communication externe.

Ces deux cas illustrent bien les nouveaux processus en cours en Amérique latine, où les populations, avec le soutien de la coopération internationale, tentent de se saisir des projets de mise en tourisme. Les expériences se multiplient avec certaines mêmes difficultés mais dans des contextes politiques très différents.

### **III. Evaluer le tourisme dans un contexte élargi**

En complément des études d'impact réalisées, il convient de rappeler que le tourisme est une relation et qu'il doit toujours être étudié au sein d'une historicité locale plus large.

#### ***A. . Le tourisme : une relation***

Le tourisme responsable est défini comme un tourisme qui fait appel à la réflexivité du touriste – il se doit de s'interroger sur son propre impact sur l'environnement naturel et la société qu'il visite. Cette modalité de tourisme doit aussi avoir un « impact » sur le touriste lui même puisque ce dernier doit « prendre conscience » des conséquences de sa présence et sortir de l'expérience plus savant ! Cette tendance

correspond bien à la tendance actuelle « d'intellectualisation du voyage » ou le tourisme culturel peut être défini comme production/consommation située d'informations. Il est vrai que cette tendance s'inscrit dans une division du travail académique déjà bien établie où les sociologues s'intéressent aux touristes (puisqu'ils sont censés être issus de sociétés industrialisées), les anthropologues au changement culturel induit dans les sociétés locales, les économistes à la chaîne de production et aux revenus du secteur tourisme, et les géographes à l'organisation territoriale du tourisme et de ses impacts. La prise en compte de l'expérience touristique et l'étude de la relation qui se tisse entre les touristes et les sociétés visitées est bien sûr plus complexe à réduire. Ces dimensions sont pourtant une bonne entrée pour différencier la pratique du tourisme alternatif de ses formes plus classiques.

Si l'étude des impacts du tourisme dans les pays du sud a longtemps été dominante, il faut souligner que cette perspective tend à voir les membres des sociétés locales comme totalement passifs et renvoie à un modèle de type balistique plutôt qu'à un modèle relationnel<sup>16</sup>. L'image serait celui d'une intrusion dans une société locale immobile (ou lente) ou la « responsabilité » de la mise en tourisme serait exclusivement celle des acteurs externes et le pouvoir un attribut exclusif de ces acteurs externes plutôt qu'une relation. La mesure des impacts souffrent de cette définition unilatérale de leur signe positif ou négatif (par exemple la modification de la célébration du carnaval, ou le « préjudice esthétique »).

Il faudrait reconnaître que la mise en tourisme et les processus afférents de patrimonialisation constituent une modalité du changement social au temps de la globalisation, et comme telle elle est l'objet d'inégalités d'investissements par les différents acteurs, ainsi que de conflits d'appréciation. Les transformations dues au tourisme sont non seulement portées par des relations sociales complexes entre touristes et hôtes qui ont une influence sur les deux groupes, mais sont également l'objet de disputes entre touristes (sur les bonnes modalités de l'exercice de leur rôle), et entre membres de sociétés locales (sur les choix

---

<sup>16</sup> Parmi la riche littérature en socio-anthropologie, on pourrait citer pour ce qui est des travaux francophones : Doquet A. et Le Menestrel S. (ed.), (2006), « Tourisme culturel, réseaux et recompositions sociales » (dossier), *Autrepart*, N°40, 2006, pp. 3-168 ; Anne Doquet et Olivier Evrard, (éds.), « Tourisme, mobilités et altérités contemporaines », *Civilisations*, Vol. 57, 1-2, 2008 ; Nadège Chabloz et J. Raout (éds.), « Tourismes, La quête de soi par la pratique des autres », *Revue Cahiers d'études africaines*, n° 193-194, 2009



d'aménagement des sites et de présentation de sa culture, sur les conséquences politiques locales, etc.).

De manière générale, afin de prendre en compte les processus d'apprentissage, y compris ceux des touristes, et de replacer les influences du tourisme au sein des transformations rapides et multiformes que connaissent les sociétés locales, l'approche par les « impacts » devrait s'enrichir d'une pensée des processus et des interactions dans la durée.

### ***B. Le tourisme : un processus***

Sur le plan temporel, la « mise en tourisme » participe des dynamiques de sociétés en évolution à différentes échelles, de la nation aux localités, dans lesquelles il est artificiel de distinguer un « avant » et un « après » la mise en tourisme. Ainsi, en Argentine faire du tourisme international une composante significative du développement national est un choix récent, une réponse aux problèmes de l'insertion de l'Argentine dans la mondialisation économique avec ses succès mais aussi des échecs retentissants. De même l'établissement d'itinéraires touristiques transfrontaliers peut s'inscrire dans une stratégie d'intégration politique, comme c'est le cas dans les itinéraires reliant la Quebrada de Humahuaca avec le désert d'Atacama par les Andes, ou de l'inclusion du tourisme durable comme l'une des dimensions de la stratégie de conservation et de développement du corridor biologique méso américain.

A l'échelle locale, les acteurs sont inégalement préparés à s'insérer dans la dynamique du tourisme auxquels ils participent avec leurs ressources, leurs réseaux et leurs histoires.

Bien souvent, des conflits attribués au tourisme font rejouer d'anciennes rivalités, renouvellent des alliances ou des oppositions, donnent l'occasion à certains acteurs d'améliorer leurs positions. L'irruption d'acteurs extérieurs qui mettent en valeur à leur profit les ressources d'un territoire n'est pas une chose nouvelle en Amérique latine, où cela fait partie de l'histoire économique du continent. Les stratégies d'alliance et de rejet que l'on peut identifier dans le cas du tourisme font appel à des registres déjà connus pour orienter le tourisme vers la durabilité, celle-ci ne faisant que rarement l'objet d'une planification préalable. De même, les inégalités de ressources et de pouvoir qui sont l'une des caractéristiques de l'Amérique latine se

retrouvent dans l'inégale capacité des acteurs locaux à s'approprier le tourisme et à le contrôler.

Bien souvent, on s'efforce d'aborder les problèmes du tourisme de façon sectorielle, alors qu'ils touchent de multiples dimensions, relevant d'autres compétences et insuffisamment régulées, ou de façon inadéquate par rapport à des critères de durabilité. De façon récurrente se posent des problèmes fonciers, dans des pays et des régions où il n'existe pas de marché du sol, mais des situations complexes de droits d'usage individuels et collectifs, de propriété communautaire et d'absence de bornage légalement valable. L'arrivée d'investisseurs souhaitant bâtir pour le tourisme va dans le sens d'une « modernisation » du droit foncier, autrement dit la combinaison de la propriété individuelle et de délimitations légalement reconnues, ce qui entraîne bien évidemment de multiples conflits et remet en question des systèmes de gestion hérités, comme par exemple la propriété collective du sol. Les droits sur l'eau posent le même type de problème. Même si l'on peut mettre en place des technologies pour l'économiser, se pose la question d'un accès sûr aux ressources pour l'activité touristique et aux conflits d'usage particulièrement avec l'agriculture.

Si ces deux points sont cruciaux, d'autres ne peuvent être ignorées. Par exemple, la valorisation de l'agriculture locale par le tourisme devrait passer par des systèmes de labellisation de produits locaux ce qui renvoie à des responsabilités nationales de politique agricole de reconnaissance de terroirs productifs. Or ces démarches qui peuvent être positives pour les producteurs des régions touristiques ne coïncident pas toujours avec les intérêts dominants dans l'agriculture des pays concernés, qui visent à des productions exportables de masse sans indications précises d'origine.

Enfin, on ne saurait ignorer la prégnance qu'ont dans certains pays d'Amérique latine les réseaux criminels internationaux qui s'intéressent de très près aux activités touristiques avec ce qu'elles comportent de circulations internationales, d'investissements, de consommations licites et illicites, de transferts monétaires. On connaît localement des arrangements ou des transactions avec des groupes illégaux, des mafias (au sens de Rivelois, 2006) pour obtenir des terrains ou des permis. Là encore, l'occasion fait le larron. Le tourisme stimule ses pratiques, les réseaux l'utilisent mais cette collusion ne tient pas au tourisme lui-même mais à l'inefficacité des contrôles légaux, aux formes bien établies du clientélisme politique, à la faiblesse des Etats.

## **Conclusion**

Sans prétendre à l'exhaustivité, les deux études de cas proposées ont le mérite d'introduire une série de questions relatives au développement touristique en Amérique latine. Elles montrent qu'un tourisme « responsable » est encore largement à imaginer, alors que l'activité touristique évolue rapidement. Elles montrent aussi comment cet infléchissement vers des pratiques touristiques différentes, que l'on qualifie d'un vocabulaire encore instable, est en train de se faire, se superposant bien souvent à l'ouverture de destinations et de circuits et qu'elle devient à son tour un argument touristique, par la mise en avant de certifications et de labels, et la mise sur le marché de nouveaux produits touristiques. Il s'agit donc d'évolutions auxquelles sont sensibles les différents acteurs du secteur pour améliorer, renouveler et diversifier l'offre, la rendre plus acceptable pour les populations locales et plus attractives pour leur clientèle.

C'est dire que le relevé des impacts, qui saisit un instantané des interactions entre tourisme et territoires, doit être pris dans une perspective à la fois historique et multi scalaires pour mieux rendre compte des évolutions et pouvoir, le cas échéant, les orienter.

Cazes, Georges, *Les nouvelles colonies de vacances*, Paris, L'Harmattan, 1989, 335 p.

Rivelois, Jean. Réseaux légaux et criminels transnationaux. *Cahiers des Amériques latines* (Paris), 2006, no 51-52, p. 75-90

Velut, Sébastien, Argentine. *Des provinces à la nation*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002